

aussi pour objectif de réduire, voire de bannir la concurrence de l'extérieur. Bien que l'Europe se prétende en faveur de l'ouverture et de la libéralisation, certains canadiens s'en font l'image d'un continent redoutant la mondialisation, revenu du libre-échangisme et affligé d'une mentalité de forteresse.

L'Amérique du Nord, elle aussi, a entrepris de consolider ses structures internes, en partie pour répondre à l'évolution européenne. Aux yeux de certains, la récente signature de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA] n'est qu'un premier pas vers la constitution d'un bloc exclusif et autonome à l'échelle de l'hémisphère - un moyen pour l'Amérique d'assurer ses arrières économiques dans un monde où la concurrence se fait chaque jour plus féroce et où les parts de marché rétrécissent comme peau de chagrin. Même pour ceux qui ne partagent pas cette vision étroite, il est évident que l'Amérique du Nord s'intéresse de plus en plus à la région Asie-Pacifique et aux économies en rapide progression des États de la mer de Chine méridionale - et, par le fait même quoique implicitement, se détourne de l'Europe.

Je ne saurais trop insister sur les dangers que cette tendance comporte pour le Canada. En effet, quoi qu'on en pense, l'Europe reste notre plus important partenaire économique après les États-Unis. L'an dernier, notre commerce de marchandises avec les pays de l'Union européenne était évalué à 25 milliards de dollars, soit environ 14,5 milliards de livres. Le Royaume-Uni, à lui seul, est notre troisième client dans le monde - le deuxième pour les produits manufacturés; il est aussi notre deuxième fournisseur mondial d'investissements directs étrangers, et ainsi de suite. Si paradoxal que cela puisse paraître, alors que nos relations politiques sont de plus en plus marquées au coin de l'indifférence, voire de l'isolationnisme, nos relations économiques, elles, ne cessent de s'épanouir.

Comment, me direz-vous, renouer les liens si essentiels entre les deux rives de l'Atlantique? Ce ne sont pas les outils qui nous manquent. Nous pourrions tirer plus efficacement parti d'institutions comme l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] ou l'OCDE [Organisation de coopération et de développements économiques] pour promouvoir les intérêts qui nous sont communs. Toutefois, s'il est vrai que la «diplomatie politique» cède aujourd'hui le pas à la «diplomatie économique», c'est principalement sur ce dernier plan que doit porter tout effort constructif visant à renforcer les relations entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

À cet égard, nous pourrions, comme première mesure positive, nous engager à mettre en oeuvre une politique de «régionalisme ouvert». Ainsi, au lieu de se définir par l'exclusivisme régional, les ententes continentales existantes reposeraient plutôt sur une détermination commune à pousser toujours plus